

de grandes exploitations dirigées centralement, qui peuvent être facilement surveillées et qui, malgré le gaspillage et l'incurie, procurent à l'Etat une grande suprématie économique. (De même la réforme financière récente du 14 décembre 1947, qui expropria avant tout l'épargne paysanne acquise par le marché noir durant la guerre a agi dans le même sens.) Par conséquent, la récolte de céréales beaucoup plus favorable de l'année 1947 ne peut pas être expliquée simplement par les meilleures conditions climatiques, — elle est aussi un résultat des mesures du Gouvernement soviétique. Mais les contradictions nombreuses qui se trouvent impliquées dans le système kolkhozien ne peuvent être abolies ni par des décrets, ni par la pression administrative; et avant tout, la contradiction fondamentale qui s'exprime dans le manque d'intérêt des paysans pour le travail kolkhozien. Ici se montre une des limites infranchissables du régime russe actuel, qui ne peut exister que dans la mesure où il emploie les formes collectives de propriété pour appuyer la domination brutale de la bureaucratie; limite, par conséquent, qui ne peut être surmontée que dans une société *réellement socialiste*.

PEREGRINUS.

(Traduit de l'allemand par P. Chaulieu.)

---

du canton pour la culture et qu'on doit mettre à leur disposition chaque fois le même inventaire d'instruments et de bétail, mesure qui peut se démontrer comme étant un pas vers la rupture du système kolkhozien.) Mais, avant tout, ce sont les nombreuses mesures favorables aux sommets des kolkhoz, mesures déjà mentionnées, qui agissent dans cette direction, en suscitant chez ceux-ci des appétits invincibles d'appropriation privée.

## L'EXPLOITATION DE LA PAYSANNERIE SOUS LE CAPITALISME BUREAUCRATIQUE\*

SITUATION ACTUELLE DU PROBLÈME AGRAIRE.

Il est à peine nécessaire de rappeler l'énorme importance du problème agraire pour la révolution prolétarienne et le besoin pour le prolétariat de grouper derrière lui la majorité des couches exploitées de la paysannerie sur un programme socialiste. Qu'on nous permette seulement de mentionner les faits qui mettent en lumière cette importance.

Aujourd'hui, deux siècles après la révolution industrielle, la grande majorité de la population de la planète vit toujours de l'exploitation du sol et dans des conditions qui, la plupart du temps, ne sont pas des conditions directement capitalistes. On peut dire, approximativement, que les deux tiers de la population mondiale vivent de l'agriculture et que la moitié le fait dans des conditions qui, tout en ayant comme contenu l'exploitation des paysans par le capital, n'en gardent pas moins la forme de la petite propriété individuelle ou même des types de propriété pré-capitalistes (1). On sait que ce fait fut amplement utilisé dans toutes les « réfutations » bourgeoises du marxisme et spécialement dans les critiques de la théorie de la concentration. Pendant des longues années, les professeurs bourgeois prouvèrent par a + b que la concentration du capital dans le sens analysé par Marx était tout simplement impossible et qu'elle ne se réaliserait jamais. Lorsque cependant cette concentration commença à apparaître, même aux yeux des aveugles, lorsque l'ensemble de l'industrie mondiale commença à être dominé par un nombre infini de groupements capitalistes, ces messieurs prirent la route des champs et se réfugièrent dans l'agriculture qui, elle, « ignore » la concentration et continuait à travailler dans son cadre patriarcal.

---

\* Extrait d'un ouvrage sur l'Economie du capitalisme bureaucratique, dont un premier fragment a déjà été publié dans cette Revue (N° 2, p. 1-66).

(1) C'est le cas de la plus grande partie des populations de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique Latine.

Nous n'avons pas l'intention de faire ici une analyse de la question de la concentration dans l'agriculture. Mais voici quels sont les aspects fondamentaux de ce problème :

a) Aujourd'hui, l'existence du processus vers la concentration dans le domaine agricole est indéniable. Que ce processus soit plus lent, qu'il se présente sous des modalités différentes de la concentration de l'industrie, c'est un fait qui découle aussi bien des caractères spécifiques de l'agriculture que de l'évolution générale de l'économie et de la prédominance même de la concentration industrielle, comme on le verra par la suite. Mais ces différences constituent plutôt une confirmation de la loi de la concentration et nullement un démenti. En laissant de côté les aspects moléculaires de la concentration agricole, tels qu'ils existent dans tous les pays du monde, sans exception, rappelons simplement que dans les deux puissances économiques principales du monde contemporain, l'Amérique et la Russie, l'évolution de l'agriculture depuis 1918 n'est compréhensible que si on l'examine du point de vue de la concentration.

b) La concentration n'est pas un processus mécanique et automatique. La prédominance de la tendance vers la concentration sur ce qu'on peut appeler la tendance vers la diffusion du capital résulte essentiellement du développement de la technique. C'est l'apparition continuelle de méthodes techniques nouvelles, plus rentables, exigeant un capital important et l'emploi d'une force de travail relativement moindre qui rend sans espoir la lutte de la petite entreprise (industrielle ou agricole) contre la grande. Or, pour plusieurs raisons dont quelques-unes sont conjoncturelles et quelques-unes ne le sont point (2) la mise en application de la technique moderne a été beaucoup plus lente dans le cas de l'agriculture que dans le cas de l'industrie. Ce n'est que depuis trente ans que l'on peut dire que les méthodes modernes de culture commencent à prédominer sur les méthodes traditionnelles. Mais d'autant plus peut-on dire que, maintenant que l'industrialisation de l'agriculture est en marche, plus rien ne pourra l'arrêter (3).

(2) Parmi celles-ci une des plus importantes est la séparation du capital et de la propriété foncière.

(3) En France, de 1945 à 1949, la production et l'importation de tracteurs sont de plusieurs fois supérieures à celles d'avant-guerre. Le parc des machines agricoles des pays d'Europe occidentale (pays participant au Plan Marshall) aura augmenté de trois fois et demie entre 1948 et 1952. Sur les nouvelles découvertes révolutionnaires de la technique agricole et leurs applications aux U.S.A., voir l'article de G. H. Fabius « Technological Progress in Agriculture » (*New Internationalist*, 1946, pp. 116-117).

D'autre part, le développement du capitalisme dans l'industrie se répercute nécessairement sur le mouvement de la population agricole : après avoir, dans une première période (celle que Marx a appelé l'« accumulation primitive ») exproprié brutalement des masses énormes de paysans pour se créer une main-d'œuvre abondante et bon marché, le capital industriel ne trouve toujours, pendant ses phases d'expansion, d'autre source de main-d'œuvre que la population agricole ; l'exode des paysans vers les villes à l'échelle mondiale continue et la dépopulation des campagnes forme un stimulant puissant pour l'extension des applications de la technique moderne dans l'agriculture (4).

c) Mais l'intégration de l'agriculture dans le processus de la concentration s'est faite depuis un demi-siècle d'une manière beaucoup plus profonde à travers la domination graduelle du marché par les monopoles. Le maintien de la forme juridique de la propriété parcellaire individuelle et même le maintien dans une certaine mesure de l'exploitation parcellaire comme unité productrice technique n'ont qu'une importance relativement secondaire à partir du moment où les monopoles dominent complètement le marché et la production industrielle. Il ne s'agit pas simplement du fait que, techniquement aussi bien qu'économiquement l'agriculture est dominée par l'industrie et que son progrès est déterminé par le progrès de la technique et de la production industrielles. Ce qui est plus important encore c'est que la monopolisation des secteurs-clés de l'économie — et cette monopolisation commence dans les secteurs industriels — transforme du tout au tout la signification économique de la petite entreprise. Non seulement la petite entreprise est dorénavant dominée par les monopoles — qui lui imposent par exemple le prix de vente et d'achat des objets qu'elle produit ou de ses matières premières, instruments de travail, etc. —, non seulement le propriétaire de la petite entreprise est exploité en tant que consommateur, obligé qu'il est de contribuer à la formation du surprofit monopolistique, mais le maintien de la petite entreprise dans certains secteurs de l'économie — et principalement dans l'agriculture — correspond, du point de vue des monopoles, à une nécessité économi-

(4) Le pourcentage de la population agricole sur la population totale aux U.S.A. passe de 73 % en 1820 à 19 % en 1910 (C. Clark les conditions du progrès économique, dans « Etudes et Conjoncture », 1947, n° 13, p. 49, et J. Fourastié, le grand espoir du XX<sup>e</sup> siècle, p. 77). De 1913 à 1939, la population agricole en Russie passe de 65 % à 4 %, du total de Forest, *An analysis of Russian Economy*, « New Internationalist », 1943, p. 57).

que profonde : dans les secteurs où la production n'est pas encore complètement rationalisée, là où des risques provenant de facteurs extra-économiques continuent à avoir une grande importance — et c'est par excellence le cas de l'agriculture — le monopole préfère aussi longtemps que c'est possible s'intégrer l'agriculture d'une manière qui lui assure le maximum de profits et le minimum de pertes. Le maintien de l'exploitation parcellaire dans l'agriculture signifie concrètement que les monopoles profitent de la production agricole toutes les fois que les choses vont bien, tandis que ce sont les exploitants parcellaires qui supportent presque exclusivement les dégâts — qu'il s'agisse de mauvaises récoltes ou de la surproduction.

d) Il y a cependant un facteur qui, formellement s'oppose au processus de la concentration dans l'agriculture — quoiqu'en réalité il n'en est qu'une manifestation — et qu'on aurait tort de méconnaître : c'est l'intervention consciente du capitalisme à travers l'Etat, pour orienter dans un sens donné l'évolution des rapports économiques et sociaux dans la campagne. Dans plusieurs pays qui avaient accompli leur révolution bourgeoise démocratique dans le sens traditionnel du terme, où, par conséquent, le partage de la terre et la constitution d'une classe extrêmement nombreuse de paysans petits propriétaires avaient eu lieu à une époque où cette transformation ne mettait pas en cause des éléments importants de la stabilité sociale, la bourgeoisie a vu, à partir d'un certain moment, à juste titre, dans le maintien de cette classe, une des bases essentielles de sa domination. Rien d'étonnant dès lors si sa politique agraire a été constamment orientée vers le maintien d'une structure économique et sociale « stable » dans le domaine de l'agriculture. C'est d'ailleurs un des points sur lesquels l'opposition relative qui existe entre l'Etat capitaliste, expression universelle et abstraite des intérêts du Capital, et les intérêts quotidiens de couches particulières de capitalistes, s'est parfois exprimée avec le plus de force. Cette politique de l'Etat capitaliste a eu comme principaux objectifs, d'une part, l'« organisation » de la paysannerie dans des unions corporatives, qui sont en définitive une forme de cartellisation dans laquelle le rôle dominant est joué par les éléments les plus riches de la campagne, d'autre part, la « protection » de la production agricole par la protection des prix agricoles, qui n'est que l'application dans un domaine particulier du principe monopolistique de formation des prix.

Il est bien évident que, du point de vue historique, cette politique de l'Etat capitaliste est utopique et qu'en définitive

elle contredit aussi bien les intérêts du capital que les tendances invincibles que met en avant le développement de la concentration dans l'ensemble de l'économie. En tant que telle, elle est historiquement condamnée et ce n'est certainement pas dans le « corporatisme agricole » que le capitalisme d'Etat pourra trouver sa structure complémentaire dans le domaine de l'agriculture. Mais, depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle jusqu'à maintenant, cette politique a été un facteur important de l'évolution sociale qui, à plusieurs reprises, influença l'issue de la lutte de classes en Europe.

C'est à la lumière de l'analyse de l'exploitation de la paysannerie dans le cadre du capitalisme bureaucratique qu'on peut trouver la réponse au problème des formes modernes d'exploitation de la paysannerie par le capital. C'est en effet le capitalisme bureaucratique russe qui fournit à la fois une préfiguration du développement des formes d'exploitation de la paysannerie dans le cadre de la concentration totale et l'indication des limites de ce développement.

#### L'EXPLOITATION DE LA PAYSANNERIE EN RUSSIE.

L'élément central de l'exploitation de la paysannerie en Russie sont les prestations obligatoires en nature que les paysans doivent fournir à l'Etat. Aussi bien la quantité que les prix d'achat par l'Etat des produits livrés par les kolkhoz sont essentiellement variables; en règle générale, cependant, l'Etat prélève 40 % du produit brut, et en plus 20 % sont obligatoirement livrés aux Stations de machines et de tracteurs. Ainsi la paysannerie ne dispose que des 40 % au maximum du produit brut — et encore s'agit-il là d'un pourcentage théorique (5). Il ne faut pas oublier non plus que c'est sur ce produit brut que doivent être prélevées de toute façon les semences, et peut-être aussi la nourriture du bétail.

L'exploitation se réalise ici par le fait que l'Etat — poussant à la limite absolue la pratique des monopoles — fixe unilatéralement d'une manière absolue le prix auquel il achète les produits agricoles. Voici, par exemple, les prix d'un quintal de seigle en 1933 (6) :

(5) Selon Peregrinus (v. son article publié plus haut) ce pourcentage de participation de la paysannerie au produit brut s'élève à 30,35 %, d'après la presse soviétique elle-même.

(6) Bagkov dans *Economic Journal* de Londres, décembre 1941, cité d'après F. Forest, l. c. p. 20.

	Roubles
Prix d'achat par l'Etat .....	6,03
Prix du produit rationné (farine de seigle) .....	25
Prix commercial (farine de seigle) .....	45
Prix au marché kolkhozien libre (région de Moscou) ....	58

Ainsi l'Etat achète ce produit aux kolkhoz à un prix extrêmement inférieur à sa valeur. Nous essaierons de préciser plus loin l'ordre de grandeur du vol effectué ainsi.

C'est là le premier aspect — et l'aspect fondamental — de l'exploitation des paysans par l'Etat bureaucratique et qui apparente en effet cette exploitation à l'exploitation féodale : paysans « attachés à la glèbe », prélèvement par la classe exploitante d'au moins la moitié du produit, tout ceci aggravé par l'instabilité constante des conditions et par la possibilité permanente pour l'Etat d'augmenter la durée du travail obligatoire et la quantité du produit qu'il prélève.

Le deuxième aspect est l'exploitation des paysans en tant que consommateurs, lors de l'achat par ces paysans des produits industriels qui leur sont nécessaires pour leur consommation personnelle. C'est là un phénomène connu déjà sous le régime des monopoles mais qui prend ici une ampleur sans précédent, à cause du monopole absolu de l'Etat sur l'ensemble de la production industrielle et l'autorité complète avec laquelle celui-ci peut fixer les prix de vente de « ses » produits. Le prix du seigle en 1933, cité tout à l'heure comme exemple, peut servir ici aussi comme base pour déterminer un ordre de grandeur. L'Etat achetait le quintal de seigle à 6 roubles, et vendait la farine de seigle *rationnée* (c'est-à-dire celle dont le prix est supposé « protéger » ou « avantager » le consommateur) à 25 roubles le quintal. En admettant que la transformation du seigle en farine de seigle lui coûte 4 roubles par quintal (66 % du prix de la matière première; en fait le coût de cette transformation, y compris la perte de poids, doit être beaucoup plus petit), il « gagnait » 15 roubles par quintal (taux de profit : 150 %), c'est-à-dire il reprenait aux ouvriers urbains consommateurs de ce seigle 60 % de leur salaire : dans les 25 roubles que le consommateur payait pour ce quintal de farine de seigle, 10 roubles au maximum représentaient le « coût » réel *pour l'Etat* du produit, et les autres 15 le profit pur et simple de ce dernier.

Ce raisonnement est d'ailleurs purement théorique, car jamais l'ouvrier n'aurait (pendant les différentes périodes de

rationnement) la possibilité de satisfaire complètement par les rations officielles ses besoins; il est obligé de recourir soit aux magasins libres de l'Etat, soit au marché kolkhozien libre. Dans le premier cas, en payant 45 roubles le quintal de la farine de seigle, il sera exploité par l'Etat pour 80 % de la valeur des achats, l'Etat faisant un gain net de 35 roubles par quintal vendu. Dans le deuxième cas, il paierait 58 roubles le quintal, et ce serait le kolkhozien qui en « profiterait »; mais c'est encore l'Etat qui gagne, quoique indirectement, parce que le prix des produits agricoles sur le marché libre doit couvrir de toute façon une certaine « rentabilité globale » de l'entreprise agricole : la classe paysanne doit arriver avec l'ensemble de ses revenus (aussi bien ceux provenant de la livraison à l'Etat que de la vente au marché libre) à couvrir l'ensemble de ses besoins élémentaires : le prix exorbitant du produit sur le marché libre ne fait que compenser le prix spoliateur imposé par l'Etat pour ses achats; plus ce dernier sera bas, plus les prix sur le marché libre monteront.

Ce raisonnement nous permet de calculer, avec une grossière approximation, l'ordre de grandeur de l'exploitation résultant de la livraison obligatoire du produit à des prix spoliateurs à l'Etat. Soit  $x$  le prix de production d'un quintal de seigle; le coût de 100 quintaux sera alors  $100x$ , et ce prix devra équilibrer l'ensemble des revenus que le kolkhoz tirera de ces 100 quintaux. Ces revenus se décomposent, selon les chiffres cités précédemment (7) en : 60 quintaux livrés à l'Etat et aux stations de machines et de tracteurs, au prix de 6 roubles le quintal; 15 à 20 quintaux vendus au marché libre à 5 roubles le quintal; et 20 à 25 quintaux consommés en nature et que nous pouvons comptabiliser sur la base de leur prix de production. On peut alors écrire :

$$100x = 60.6 + 20.58 + 20x$$

ce qui donne  $x = 19$ .

Si donc le prix de production du quintal de seigle est de 19 roubles, l'Etat en prélevant 60 % de la production à un prix de 6 roubles, vole aux paysans la différence entre le coût de 60 quintaux et ce qu'il leur paie; cette différence est de  $(60.19) - (60.6) = 1.140 - 360 = 780$ . Sur la valeur totale de 100 quintaux qui est de  $19.100 - 1.900$  roubles, cette spoliation dépasse 40 %.

(7) Les chiffres sont évidemment valables pour une année et une région; nous ne voulons pas ici déterminer avec précision le taux de l'exploitation, mais d'en découvrir l'ordre de grandeur.

Cette spoliation n'est qu'un des éléments de l'exploitation des paysans par la bureaucratie. Le deuxième est celui que nous avons mentionné plus haut, résultant de la vente par l'État aux paysans en tant que consommateurs des produits industriels à des prix surélevés. Nous avons vu tout à l'heure que la vente des produits agricoles aux ouvriers des villes représentait, dans le cas de la farine du seigle, une frustration de ceux-ci d'une partie de leur salaire de l'ordre de 60 %. Nous n'avons pas des éléments qui nous permettent de juger de l'ordre de grandeur de la frustration correspondante pour les paysans. Il n'y a cependant aucune raison de croire qu'elle serait moindre.

Le troisième élément de l'exploitation est la différenciation des revenus au sein de la paysannerie, soit entre les différents kolkhoz, soit à l'intérieur d'un même kolkhoz. Quoique l'effet et la fonction sociale de cette différenciation sont les mêmes, ses bases concrètes sont diverses selon les cas.

Le fait de l'existence de kolkhoziens « millionnaires » non seulement n'est pas caché, mais triomphalement et cyniquement proclamé par la bureaucratie. Il nous faut voir quelles sont ses bases économiques.

Tout d'abord, les kolkhoz sont inégaux aussi bien quant à l'étendue par rapport au nombre des producteurs, que quant à la fertilité du sol et à la valeur du produit (8). Il y a des kolkhoz petits, moyens et grands relativement au nombre des membres. Il y a des kolkhoz dont le sol est extrêmement fertile, et d'autres dont le sol est moyen ou pauvre. Il y a des kolkhoz qui s'adonnent à la culture de produits qui sont achetés plus cher par l'État que d'autres (ainsi par exemple toutes les cultures industrielles). Il y a des kolkhoz qui sont plus ou moins bien servis par les stations des machines et des tracteurs, qui ont un plus ou moins grand nombre de tracteurs à leur disposition, qui, sur la base du produit des récoltes précédentes, peuvent payer plus ou moins bien les conducteurs de tracteurs et les autres techniciens. Ainsi, le 15 novembre 1939, 5.000 stations de tracteurs devaient 206 millions de roubles à leurs conducteurs (9), qui ont naturellement abandonné les kolkhoz desservis par ces stations. En revanche, il y avait en 1939 0,3 % de tous les kolkhoz qui étaient des kolkhoz million-

(8) V. Bettelheim : Les problèmes théoriques et pratiques de la planification, p. 101.

(9) Selon *la Pravda* du 15 novembre 1939, citée par E. Forest, *l. c.* p. 21.

naires (10), cependant que 6 % de tous les kolkhoz étaient des kolkhoz pauvres, avec un revenu annuel de 1.000 à 5.000 roubles. 75 % des kolkhoz sont d'une étendue moyenne et ont un revenu annuel de 60.000 roubles, soit 172 roubles par membre et par an ! Ce revenu est terriblement inférieur au revenu nominal de l'ouvrier moyen.

Les effets de la fertilité différente sont évidemment énormes du point de vue de la différenciation des revenus. En 1937, 8 % des kolkhoz ont donné moins de 1 kilo et demi de grain par journée de travail à chaque kolkhozien, 50 % des kolkhoz ont donné jusqu'à 3 kilos, 10 % ont donné de 7 à 15 kilos et 0,3 % plus de 15 kilos. Les différences de rémunération excèdent ainsi l'écart du simple au décuple.

D'autre part, au sein d'un même kolkhoz, des différences extrêmes prévalent quant à la rémunération des différentes catégories et qualifications de travail : ainsi, la journée de travail d'un manoeuvre agricole est comptée pour la moitié d'une « journée de travail » standard, et celle d'un conducteur de tracteur est comptée pour cinq journées de travail. Est-il permis de combiner ces chiffres avec ceux donnés précédemment sur la différence de la rémunération de la journée de travail normale selon les kolkhoz ? On arriverait à cette conclusion monstrueuse, que le conducteur d'un tracteur dans un kolkhoz riche, qui paie 15 kilos de grain pour la journée de travail, gagnerait  $5 \times 15 = 75$  kilos par journée de travail, tandis qu'un manoeuvre d'un kolkhoz pauvre, qui paie 1 kilo et demi pour la journée de travail, gagnerait  $1/2 \times 1 1/2 = 3/4$  du kilo par journée de travail ! Malgré tout ce qu'on sait sur l'inégalité des revenus en régime russe, on hésite dans un cas qui semble devoir être habituel à admettre une différenciation allant de 1 à 100. Cependant les chiffres sont là, têtus, et on ne saurait les interpréter d'une autre manière.

La principale base économique des différenciations entre kolkhoz est évidemment le fait que l'abolition de la propriété privée du sol sur le plan juridique n'a pas supprimé sa manifestation économique, qui est la rente foncière. Il est évident qu'en plus des avantages résultant de la plus grande étendue pour certains kolkhoz, en plus de la différenciation des revenus selon les différentes catégories de travail (qui n'est que la réplique dans la campagne du procédé d'exploitation fondamental du régime bureaucratique dans les usines), on se trouve ici devant un mode de différenciation qui est spécifique à

(10) Selon les sources officielles russes citées par E. Forest, *l. c.* p. 21.

l'agriculture et qui résulte des rentes différentielles dont profitent les entreprises agricoles qui disposent du sol le plus fertile, qui sont mieux placées par rapport aux centres économiques etc. (11). L'Etat bureaucratique aurait pu, dans l'abstrait, égaliser les différences qui en résultent, et faire peser le poids de son exploitation d'une manière uniforme sur toute la paysannerie. Il ne le fait pas en vertu d'une politique sociale consciente et conséquente de stratification des couches paysannes et de création d'une couche privilégiée de paysans, qui ne peuvent être que les alliées de la bureaucratie dans la campagne, puisque la base de leur situation aisée est précisément le système kolkhozien tel qu'il existe.

On conçoit dans ces conditions qu'étant exploitée plus lourdement que sous l'ancien régime, cette paysannerie se désintéresse de plus en plus de la production kolkhozienne. De là la tendance des paysans à se consacrer toujours davantage à l'exploitation de leur petite parcelle individuelle et à fournir le minimum de travail possible au kolkhoz. D'où en retour la nécessité absolue pour l'Etat bureaucratique d'instaurer le travail forcé dans les productions kolkhoziennes, qui sont son unique source d'approvisionnement en produits agricoles. Nous ne reviendrons pas ici sur les modalités concrètes de ce travail forcé (12). Tirons simplement des informations officielles dont nous disposons un indice sur le temps que le paysan russe passe au travail, pour le compte du kolkhoz ou pour le sien propre.

On sait qu'avant la guerre les paysans kolkhoziens passaient 30 à 45 % de leur temps à la culture de leurs parcelles individuelles (13). On sait également que la prestation de travail moyenne des paysans pour les kolkhoz était en 1940 de 262 journées de travail par an (14). Ceci signifie que l'année du kolkhozien comptait entre 374 et 478 journées de travail à cette époque. En 1943, la « prestation moyenne » étant passée à 340 journées de travail par kolkhozien et par an, les paysans ont dû vraisemblablement fournir entre 500 et 600 journées de travail par an. Evidemment ces chiffres n'ont qu'une significa-

(11) « La question de l'existence de la propriété privée sur la terre n'a absolument rien à voir avec la formation de la rente différentielle, laquelle est inévitable dans l'agriculture capitaliste même sur les terres communales, étatiques ou libres. » « Ce n'est pas la propriété privée sur la terre qui crée la rente différentielle... » (Lénine, *Selected Works*, vol. XII, pp. 65-69.)

(12) Voir sur ce point l'article de Peregrinus.

(13) *Economie Planifiée*, de décembre 1938 (en russe), cité selon F. Forest, l. c. p. 21.

(14) Selon la citation du *Bolchévik*, donnée par Peregrinus dans sa Note 11.

tion très limitée, puisque nous ignorons à quel correspond exactement une « journée de travail » (15). En supposant qu'elle représente 8 heures de travail, une année de 500 journées théoriques équivaldrait alors à 4.000 heures, soit 52 semaines de 77 heures de travail !

On voit que le poids de cette exploitation, aussi bien du point de vue du temps de travail que de la spoliation du produit, est énorme; il en résulte que l'intérêt des paysans pour la production ne peut être que nul, ou même négatif. Cependant la production doit continuer, elle doit même augmenter de plus en plus. Ce qui doit surtout augmenter, c'est la production kolkhozienne, base indispensable de l'industrie étatique. Et puisque les paysans kolkhoziens ne veulent pas coopérer à la production, il faut les y obliger. Voilà la base économique propre d'une bureaucratie kolkhozienne monstrueuse : le contrôle et la coercition de plus en plus étendus à exercer sur la masse paysanne, pour l'obliger à cultiver le kolkhoz, c'est-à-dire à produire pour l'Etat.

D'après des estimations assez modestes, 1.000.000 de bureaucrates appartiennent à cette bureaucratie kolkhozienne (présidents de kolkhoz, responsables de toutes sortes, remplaçants, comptables, etc. — sans compter les responsables du parti proprement dits ni ceux des autorités locales qui vivent sur le dos des paysans); on arrive à ce chiffre en comptant 4 bureaucrates par kolkhoz en moyenne (il y a environ 250.000 kolkhoz dans toute la Russie) (16). Voilà ce qu'en dit la presse russe officielle :

« Lorsqu'on vérifie les bilans annuels des kolkhoz, on est frappé par le gonflement visible des frais d'administration et de direction; parmi les « unités » inscrites sur les états du personnel, on trouve des « propagandistes de la culture générale », des « directeurs des isbas rouges » (maisons de propagande), des « économistes ». Ils ont mangé une part considérable des revenus kolkhoziens... En 1940, dans le kolkhoz « Pouvoir aux soviets », le personnel administratif a totalisé 12.287 journées-travail et 37 travailleurs d'élevage 9.872. Dans le kolkhoz « Aube » il n'y a que deux brigades de kolkhoziens, mais le nombre des chefs est aussi grand que dans un trust solide... Dans un kolkhoz de la région de Kouibychev, sur 235 membres 48 occupent des postes administratifs. Il y a près du kolkhoz un gué; on adjoint au passeur un « chargé de gué »; outre

(15) On a vu dans l'article de Peregrinus qu'au moment de la récolte elle peut consister en 16 heures de travail !

(16) L. Trotsky, *La Révolution Trahie*, p. 160

un forgeron, il y a un « chargé de forge »; à l'apiculteur du kolkhoz on adjoint un « chargé des ruches »; au président du kolkhoz on adjoint un remplaçant, trois comptables, trois calculateurs, deux chefs de dépôt, etc... L'entretien de nombreux organes administratifs revient trop cher aux kolkhoz. Parfois, les sommes payées aux « administrateurs » correspondent presque au quart du total annuel des journées-travail. Forcément, cette politique fait baisser les gains des paysans kolkhoziens. Des fonctionnaires inutiles vivent de leur travail... Les kolkhoziens dépensent à l'entretien de ces fainéants des milliers et des milliers de journées-travail; le travail des kolkhoziens honnêtes se trouve déprécié. » (17)

C'est cependant la décision de l'Etat du 21 avril 1940 qui a décrété que l'on doit compter à l'actif des dirigeants du kolkhoz, selon l'étendue des surfaces cultivées, de 45 à 90 journées de travail par mois, c'est-à-dire de 540 à 1.080 journées de travail par an, en plus d'un salaire mensuel de 25 à 400 roubles ! Ceci nous donne, en moyenne et grossièrement, 800 journées de travail et 2.400 roubles par an pour les bureaucrates kolkhoziens, cependant qu'à cette époque la « prestation moyenne » d'un paysan kolkhozien était de 262 journées de travail par an et environ 200 roubles en espèces venaient s'ajouter à cette somme. La différence entre le revenu moyen d'un paysan kolkhozien et d'un petit bureaucrate agraire est donc de l'ordre de grandeur de 1 à 5, à quoi il faut ajouter :

a) Que la « moyenne » paysanne dont on tient compte ici contient vraisemblablement aussi les revenus bureaucratiques, donc la vraie moyenne est moindre;

b) Que ce rapport concerne uniquement les revenus tirés du travail kolkhozien en tant que tel, ne tenant pas compte des revenus provenant des parcelles individuelles; on tendrait cependant à supposer que dans ce domaine aussi les bureaucrates se servent mieux que les autres (en parcelles meilleures et plus grandes, etc.);

c) Que de toute façon, les revenus du paysan représentent des revenus de travail, cependant que les revenus des bureaucrates « rémunèrent » le mouchardage et le maniement du knout.

Si l'on laisse le domaine de la répartition pour pénétrer plus profondément, l'on constate facilement que cette bureaucratie

(17) *La Pravda* du 20 mars et 7 avril 1941, citée d'après G. Alexinsky, *La Russie révolutionnaire*, p. 192-193.

exerce, ici comme partout ailleurs une dictature absolue. Voilà ce qu'en dit la presse russe :

« ... Un grand nombre de conseils administratifs des kolkhoz, ou même leurs présidents seuls, transgressent le statut kolkhozien, et, sans compter avec l'opinion des membres du kolkhoz, dépensent de l'argent à droite et à gauche. *Les autorités soviétiques et les organisations du parti se sont habituées à ces infractions au statut kolkhozien. Elles ne voient pas que la majorité des paysans est évincée de la gestion des kolkhoz.* » (18)

« ... Actuellement les soviets villageois sont souvent écartés des questions essentielles des affaires kolkhoziennes et ne s'occupent pas des problèmes les plus importants de la vie économique et culturelle du village... Actuellement, il est rare que les villageois soient convoqués aux réunions (des soviets). Les questions de la vie villageoise ne sont qu'exceptionnellement examinées par les paysans. Les soviets des rayons, prenant des centaines et des centaines de décisions, oublient souvent même de les porter à la connaissance des villageois qui devront les exécuter... » (19)

Ces lignes méritent à peine une analyse. On y reconnaît aisément la monstrueuse nudité de la bureaucratie, à peine voilée par les euphémismes pudiques de ses propres chroniqueurs (les « souvent » et les « rarement », là où il faudrait lire *toujours* et *jamais*). Les traits de cette bureaucratie agricole sont point par point identiques à ceux de sa sœur aînée, la bureaucratie des usines et de l'Etat. La même incompétence, la même avidité, la même imbécillité (ces centaines de décisions qu'on ne porte pas à la connaissance de ceux qui doivent les exécuter — ce qui met cette nouvelle « élite de l'humanité » du point de vue de l'efficacité bureaucratique au-dessous du niveau de l'adjudant moyen d'une armée bourgeoise) en définitive, le même besoin d'une exploitation illimitée du travailleur et son corollaire indispensable, l'asservissement complet du travailleur sur tous les plans.

#### LA RÉACTION DE LA PAYSANNERIE.

Dans l'exploitation illimitée, dans la dictature et la terreur imposées aux travailleurs de la campagne, les nouvelles cou-

(18) *La Pravda* du 26 mars 1941, citée d'après Alexinsky, *l. c.* p. 192.  
(19) *Les Izvestia*, du 5 juillet 1941.

ches privilégiées du village trouvent évidemment leur compte. Mais l'énorme majorité de la paysannerie ne peut que haïr ce régime monstrueux et lutte contre lui avec tous les moyens dont elle dispose. L'étude de ses réactions face au nouveau mode d'exploitation présente un intérêt extrême pour la théorie et la politique révolutionnaire.

La réaction de l'exploité face à l'exploitation, sous tous les régimes et à toutes les époques, commence par se manifester de la même manière : hostilité vis-à-vis de la production elle-même, indifférence quant au résultat de celle-ci. Ceci d'autant plus que le mode d'exploitation sépare le résultat de la production de la rémunération du travailleur, comme dans l'esclavage antique et en général dans le salariat moderne. Le salaire au rendement, sous toutes ses formes, a été le moyen par lequel la classe exploiteuse a essayé de combattre cette réaction de « ses » prolétaires, réaction qui met en cause l'existence même de la société d'exploitation.

La répartition du produit de l'agriculture kolkhozienne entre l'État (qui prend aussi bien la forme impersonnelle de l'État-collecteur du produit que la forme incarnée de la bureaucratie kolkhozienne) et le paysan-producteur constitue précisément, dans le cas présent, une sorte de « salaire au rendement », puisque la rémunération du kolkhozien est proportionnelle à la récolte et celle-ci est fonction, théoriquement et tout au moins en partie, de la quantité et de la qualité du travail fourni. Mais rien n'indique peut-être autant le poids de l'exploitation bureaucratique sur la paysannerie que le fait que celle-ci, malgré cette liaison de son revenu avec le résultat de la production kolkhozienne, refuse constamment et obstinément de travailler le champ kolkhozien, refus dont témoigne l'introduction du travail forcé au village, auquel la bureaucratie fut obligée de recourir. Dans son effort d'échapper le plus possible à l'exploitation bureaucratique, la paysannerie trouva — et continuera longtemps à trouver — un exutoire dans les petites parcelles d'exploitation individuelle que la bureaucratie fut obligée de lui laisser après son écrasante victoire dans la bataille de la « collectivisation ».

On sait qu'incapable de vivre avec le misérable revenu que lui procure sa participation à la production kolkhozienne, la paysannerie s'est tournée dès avant la guerre vers la culture de plus en plus intense de ces parcelles individuelles. Ce phénomène a ainsi une racine économique immédiate — qui ne se trouve nullement dans le « bas niveau des forces productives », comme on a voulu le faire croire, mais dans l'exploitation

effrénée menée par la bureaucratie — puisqu'il est le résultat direct de l'insuffisance des revenus provenant de l'exploitation kolkhozienne; mais il a en plus une signification sociale qu'il nous faut analyser, parce que des erreurs considérables ont été commises sur ce point dans le mouvement marxiste.

Le besoin pour les paysans de consacrer une grande partie de leur temps et de leurs moyens à la culture des parcelles individuelles résulte de l'exploitation sans précédent que l'État bureaucratique fait peser sur les kolkhoz. Non seulement ce phénomène n'a rien à voir avec les « penchants individualistes » soi-disant éternels de la paysannerie, mais il n'est pas déterminé non plus par le « bas niveau des forces productives » de l'économie agraire russe. Même dans le cadre des forces productives existantes en Russie — qui se sont avérées parfaitement capables d'équiper en machines et d'approvisionner en engrais les exploitations kolkhoziennes, de toute façon jusqu'au point nécessaire pour leur existence rationnelle — les paysans sont parfaitement capables de comprendre et ont sans doute compris les énormes avantages de la grande culture mécanisée face à la traditionnelle exploitation parcellaire. Mais ces avantages n'existent que du point de vue de la productivité *en matière* et sont par conséquent purement et simplement théoriques, du point de vue du paysan producteur. Le plus arriéré, le plus réactionnaire, le plus abruti des paysans, est obligé de comprendre, après une ou deux années d'expérience, que la terre, cultivée mécaniquement, en utilisant des engrais chimiques et des grains sélectionnés, a des rendements considérablement supérieurs avec une dépense de travail incomparablement moindre. Mais à quoi servent les rendements, si la production est accaparée par les exploités ? Supposons qu'en travaillant 100 journées par an la terre du kolkhoz, en utilisant les moyens modernes, 10 paysans récoltent 1.000 quintaux de blé et qu'en consacrant autant de journées à leur parcelle ils n'en récoltent chacun que 30. Mais qu'importent aux paysans ces rendements vraiment abstraits, que leur importe le fait qu'en travaillant au kolkhoz ils ont chacun produit 100 quintaux cependant que le travail sur la parcelle individuelle n'en a rendu que 30, lorsqu'ils savent qu'une fois déduites la collecte de l'État, la vente obligatoire aux S.M.T., la « rémunération » légale des bureaucrates locaux, il ne leur reviendra de cette récolte miraculeuse que 20 ou 25 quintaux ? Dans ces conditions, c'est encore le travail de la parcelle individuelle qui s'avère le plus rentable. Le paysan pensera : « Ces méthodes sont trop bonnes pour moi. En jetant un regard mélancolique vers les



tracteurs, il se dira : « On pourrait vraiment faire du bon travail avec ces machins, s'il nous foutaient la paix... » Et il s'en ira retourner son petit lopin. C'est-à-dire il ne s'en ira pas du tout, parce qu'il n'est pas libre de s'en aller et parce qu'il est obligé de travailler sur le kolkhoz s'il ne veut pas être déporté. Mais il y travaillera en y mettant le minimum.

C'est donc, sur la base des forces productives données, l'exploitation bureaucratique qui pousse les paysans vers la culture individuelle. Mais quelle est la signification sociologique de ce phénomène ?

Qu'il s'agisse là d'une tendance objectivement rétrograde — aussi justifiée puisse-t-elle être du point de vue des intérêts immédiats des paysans exploités et même de la nécessité de leur simple conservation biologique dans un régime dans lequel toute revendication est par définition impossible — il est à peine besoin de le dire. Mais ce qui nous importe ici, c'est de voir quelle est sa place dans le développement de la conscience sociale et politique de la paysannerie. Pour bien comprendre le problème, une comparaison avec une étape analogue dans la formation de la conscience prolétarienne est nécessaire.

Au début de l'ère capitaliste, en percevant l'énorme aggravation de l'exploitation que signifie pour lui l'introduction du machinisme, le prolétariat ne s'oriente pas immédiatement et directement vers des solutions révolutionnaires, ni même simplement « progressives ». Ses premières réactions sont souvent rétrogrades et objectivement réactionnaires : le bris des machines, la volonté de revenir vers une production artisanale, dans laquelle chacun pourrait s'établir petit producteur indépendant expriment *mutatis mutandis* la même illusion de « retour en arrière », la même recherche d'une solution utopique que le tournant vers les exploitations individuelles chez les paysans kolkhoziens. Ce n'est qu'après un long et double apprentissage, apprentissage concernant d'abord le caractère inéluctable de l'introduction du machinisme capitaliste dans la production, ensuite la possibilité d'utiliser ce machinisme précisément pour abolir l'exploitation, ce n'est que lorsque la classe ouvrière comprend que de toute façon on ne peut pas revenir en arrière, et que d'ailleurs il n'est pas besoin d'y revenir pour limiter ou abolir l'exploitation, ce n'est que lorsque la nécessité du capitalisme et la possibilité de son renversement lui sont apparues en clair que la classe ouvrière commence à se placer sur le terrain révolutionnaire. Toutes proportions gardées, la même chose est valable pour la classe paysanne au fur et à

mesure de l'introduction du machinisme et de la domination du capitalisme bureaucratique dans l'agriculture.

L'étude de la formation de la conscience de classe de la paysannerie au long de ce processus sort des cadres de notre étude. Mais nous devons justifier l'analogie que nous avons établie sur deux points fondamentaux, et ceci nous permettra en même temps d'écarter les conceptions erronées sur cette question qui ont eu cours dans le mouvement révolutionnaire.

Pour que l'évolution de la paysannerie se fasse dans le sens que nous avons indiqué, c'est-à-dire dans un sens révolutionnaire, il faut tout d'abord que le caractère inéluctable de sa situation lui soit irréfutablement démontré; il faut qu'une expérience suffisamment longue et pertinente lui prouve le caractère illusoire de toute tentative de retour en arrière, et ceci n'aura lieu que dans la mesure où un tel retour est réellement impossible, c'est-à-dire où la restauration d'un capitalisme « privé » est exclue. Il faut ensuite qu'une autre solution, la solution révolutionnaire, lui apparaisse comme possible. Ceci implique, d'une part, que le progrès technique et le développement des forces productives continuent, d'autre part, que le caractère parasitaire et inutile de la classe dominante apparaisse en clair.

On sera très bref en ce qui concerne ce deuxième aspect de la question. Les forces productives continuent toujours à se développer, c'est un fait, et non moins dans l'agriculture que dans les autres branches de la production. Aussi longtemps que la lutte entre les différentes classes dominantes continuera, celles-ci seront obligées de poursuivre l'application du progrès technique dans la production — certes d'une manière contradictoire, irrationnelle, avec un gaspillage énorme, mais avec des résultats réels, car il y va de leur existence même. Et au fur et à mesure de ce développement, le caractère parasitaire de la classe dominante peut apparaître de plus en plus clairement aux yeux des producteurs.

Par contre, il nous faut insister beaucoup plus sur l'autre aspect du problème, c'est-à-dire la démonstration pratique aux yeux de la paysannerie de l'impossibilité de tout retour en arrière, de toute restauration du mode traditionnel privé d'exploitation de la terre. On sait que Staline a procédé à trois reprises à une démonstration spectaculaire de cette proposition : lors de la première bataille sanglante de la « collectivisation » (1929), lors de l'instauration du travail forcé dans les kolkhoz (1939), lors de l'expropriation des couches paysannes

aisées de l'épargne qu'elles avaient constituée pendant la guerre par le moyen de la « réforme monétaire » (1947). A chaque fois, la fameuse « lutte entre les tendances privées et l'économie étatique » s'est résolue à l'avantage écrasant de cette dernière.

Il ne pouvait pas en être autrement. Dans sa lutte contre les réactions « individualistes » des paysans, la bureaucratie étatique dispose, sur le plan économique, politique et social, d'armes redoutables qui mettent le petit producteur à sa merci. Plus même, c'est toute la dynamique de l'économie moderne qui garantit à la bureaucratie, personnification du capital centralisé, une victoire inéluctable sur la petite exploitation individuelle.

Ceci paraît évident pour un marxiste. Cependant, dès les premières années de la Révolution russe, Lénine développa sur ce point une position fautive, qui, reprise ensuite par Trotsky et l'opposition de gauche, fut une source constante d'erreurs dans le mouvement d'avant-garde, l'induisant constamment à des fautes cruciales sur la perspective et l'empêchant d'apprécier correctement la nature de l'Etat russe.

Voici une, parmi les centaines de citations de Lénine que l'on peut trouver dans ce sens : « La dictature du prolétariat est la guerre la plus déterminée et la plus impitoyable que la nouvelle classe mène contre un ennemi *plus puissant*, la bourgeoisie, dont la résistance est accrue *dix fois* par son renversement (même si ce renversement n'a lieu que dans un seul pays) et dont la force ne se trouve pas seulement dans la puissance du capital international, dans la puissance et le caractère durable des liaisons internationales de la bourgeoisie, mais dans la *force de l'habitude*, dans la force de la *petite production*. Car malheureusement, la petite production est toujours extrêmement répandue par le monde, et la petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie continuellement, quotidiennement, toutes les heures, spontanément et à une échelle de masse. » (20)

En ce qui concerne Trotsky, à peine est-il besoin de rappeler qu'il a considéré toute l'histoire du développement social en Russie depuis 1921, pour autant que ce développement était fonction de facteurs indigènes, comme déterminée par la pression continue que les éléments tendant vers une restauration du capitalisme privé (Nepman et Koulaks) exercent sur les « formes socialistes de la propriété étatique », la domination de la bureaucratie n'étant expliquée en définitive que comme

(20) Lénine : *La maladie infantile du Communisme*, ch. 2.

une position d'équilibre entre les deux « forces fondamentales », le prolétariat urbain et les éléments bourgeois de la ville et de la campagne. La base économique de cette conception était pour Trostsky l'idée de Lénine selon laquelle la simple production marchande engendre constamment et infailliblement le capitalisme.

Pourtant, cette idée est fautive : tout au moins elle est fautive sous cette forme générale. La simple production marchande existe sur la terre depuis des millénaires, tandis que le capitalisme n'est apparu que ces derniers siècles. La simple production marchande est absolument incapable de conduire en tant que telle au capitalisme, si d'autres conditions n'existent pas. Ces conditions sont — en plus d'un niveau donné des forces productives — l'existence de la force de travail en tant que marchandise, la possibilité de s'approprier sur le mode privé les moyens de production essentiels, et l'existence d'un capital — c'est-à-dire d'une somme de valeurs suffisamment grande pour produire de la plus-value — en tant que propriété privée. Or, ce sont précisément ces conditions décisives pour le passage de la simple production marchande à la production capitaliste privée — conditions que la simple production marchande en tant que telle non seulement ne crée pas automatiquement, mais que par sa réglementation propre elle tend à empêcher d'apparaître, comme le prouve l'histoire de la production artisanale en Europe occidentale — ce sont ces conditions essentielles qui font défaut en Russie. La force de travail n'existe plus en tant que marchandise — cette marchandise, quant à son emploi productif, étant soumise au monopole d'achat absolu de l'Etat qui seul peut employer le travail « salarié » dans la production (21). La possibilité de s'approprier des moyens de production n'existe pas davantage, ni non plus la chance de réunir la somme de valeurs indispensable pour acheter les machines, les matières premières et la force de travail nécessaires pour la mise en marche d'une entre-

(21) Il a fallu la perspicacité de tous les « dirigeants » de la IV<sup>e</sup> Internationale, réunis en Congrès Mondial, pour découvrir qu'actuellement en Russie « l'embauche privée de salariés » se fait sur une échelle de plus en plus grande, à la ville et à la campagne, mais sa fonction reste limitée à la satisfaction privée des besoins de consommation des éléments privilégiés et à une production artisanale pour le marché. (Documents et résolutions du II<sup>e</sup> Congrès Mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale, Paris, 1948, p. 29.) Tout le monde sait en effet l'importance de la plus-value extraite aux domestiques pour l'accumulation du capital. Quant à la production artisanale qui emploie de la main d'œuvre salariée (ou ? quand ? combien ?), comment douter des énormes dangers que représente pour le trust étatique de la chaussure le redoutable Uraim. Un amoureux, vivace, condouner de Dourakinovo, avec ses deux apprentis ?

prise capitaliste. Par conséquent tout surcroît de valeurs qu'un individu peut, d'une manière ou d'une autre, arriver à réunir, ne peut être que thésaurisé, mais non accumulé productivement par l'individu lui-même, sinon dans des limites extrêmement étroites et que l'État surveille de très près.

Mais l'idée que nous critiquons ici contient une erreur encore plus profonde. Non seulement les conditions fondamentales pour le passage de la simple production marchande à la production capitaliste privée manquent en Russie, mais le dynamisme, l'automatisme propre de l'économie condamne chaque jour davantage cette petite production au profit du capital centralisé. On peut discuter à perte de vue sur les rapports de la simple production marchande avec la naissance du capitalisme. Aujourd'hui nous ne nous trouvons pas au xvii<sup>e</sup> ou au xviii<sup>e</sup> siècle, mais en plein milieu du xx<sup>e</sup>. Le capitalisme que nous avons devant nous n'est pas le capitalisme naissant; c'est un capitalisme qui commence à dépasser le stade de la concentration monopolistique pour arriver à la concentration intégrale de la production à l'échelle mondiale. Laissons de côté le cas russe pour le moment et envisageons le cas d'un simple monopole dans un pays capitaliste ordinaire. Supposons que quelqu'un vient nous raconter que Ford et la General Motors sont sérieusement menacés par les garagistes qui se mettent à faire des réparations aux voitures, et que l'État américain n'exprime pas en réalité le pouvoir des Ford et des Morgan, mais un « équilibre » entre ceux-ci et les milliers de garagistes, cordonniers, etc. Comment accueillerait-on ce farceur ?

Maintenant il est clair qu'en Russie nous avons non seulement « des » monopoles, mais un unique monopole gigantesque disposant de tout, capital, matières premières, force de travail, commerce extérieur, se trouvent au-dessus de toute légalité, identifié avec l'État, expropriant, tuant, déportant n'importe qui n'importe quand, guidé uniquement par les intérêts d'une couche dominante dont l'existence même est indissolublement liée à ce monopole universel. Quel est, du point de vue purement économique, le rapport des forces entre ce monopole universel et n'importe quelle agglomération de petits producteurs individuels ? N'est-il pas clair comme le jour que ces derniers sont historiquement perdus, condamnés, sans aucun espoir ?

Lénine et Trotsky ont bien compris que la révolution russe, isolée, courait des dangers mortels, qui pouvaient aboutir à

la restauration d'un régime d'exploitation; mais ils se sont trompés, lorsqu'ils ont voulu voir la source concrète de ce danger dans l'existence de millions de petits producteurs indépendants, c'est-à-dire dans un phénomène qui a perdu son importance même dans les pays capitalistes, ces petits producteurs « indépendants » étant en fait annexés et exploités, directement ou indirectement, par le capital centralisé. Ils n'ont pas prévu — et Trotsky s'est refusé jusqu'à la fin de voir — que le danger réel provenait de la bureaucratie et non pas des koulaks, qui ont été utilisés en fait par celle-ci comme armée de réserve dans la première phase de sa lutte, dirigée contre le prolétariat. Après sa victoire dans cette lutte — la seule importante historiquement — la bureaucratie s'est retournée contre les petits producteurs « indépendants » et a prouvé avec quelque brutalité que cette « indépendance » appartenait au xix<sup>e</sup> siècle et n'avait qu'à être enterrée au même titre que les diligences et les charrues en bois.

Il nous reste à dire quelques mots sur la signification du marché kolkhozien de ce point de vue. Ce marché est entièrement subordonné à l'économie étatique, d'abord par le monopole que l'État exerce sur les conditions de la production agricole (machines agricoles, engrais — produits de consommation — temps de travail, prix de collecte des produits agricoles et quantité collectée — en définitive terre elle-même). La plupart de ces facteurs qui sont à la disposition absolue de l'État, jouent d'une manière permanente et permettent à la bureaucratie d'exercer un contrôle constant sur l'évolution de l'économie rurale : ainsi par exemple le prix de collecte des produits agricoles, la quantité des produits à collecter, le prix des produits de consommation. D'autres facteurs jouent à plus long terme et l'État les utilise plus rarement : ainsi l'augmentation du temps de travail obligatoire sur les kolkhoz, par laquelle on limite la production à la disposition des paysans et on augmente celle qui est à la disposition de l'État. Enfin, si une situation critique le rend nécessaire, l'État peut se souvenir de sa « propriété » sur la terre et envoyer encore une fois quelques millions de paysans en Sibérie. Parmi tous ces facteurs, celui qui a la plus grande importance courante c'est la détention par l'État de stocks de produits agricoles extrêmement volumineux (au moins 40 % de la production), par lesquels il peut exercer une pression décalée sur le marché.

L'action de ce marché ne peut donc pas dépasser certaines limites assez rigides, qui l'empêchent de pouvoir mettre en

question quoique ce soit d'essentiel pour l'économie bureaucratique. Quant à sa signification sociale, il ne faut pas oublier qu'elle consiste en l'échange entre les couches les plus favorisée des kolkhoz et les couches bureaucratiques des villes; ces couches sont seules, à peu de choses près, à disposer soit d'un surplus de produits, soit d'un surplus d'argent leur permettant de participer à ce marché.

#### LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DU SYSTÈME KOLKHOZIEN.

On a vu que la contradiction fondamentale de tout système moderne d'exploitation s'exprime avec une force particulière dans le cadre de l'économie kolkhozienne : la tendance de la bureaucratie exploiteuse d'augmenter au maximum à la fois la production et l'exploitation dresse les producteurs contre la production.

Dans le cas de l'agriculture russe, cette réaction se manifeste simultanément par l'attitude négative des paysans face à la production kolkhozienne et par leur repli vers les petites exploitations individuelles. Le résultat tend à être une baisse de la productivité, du travail agricole (ou en tout cas au stade actuel, une augmentation de cette productivité non proportionnelle au capital employé, aux nouvelles méthodes de culture, etc., etc.) et par conséquent une limitation du surproduit à la disposition directe ou indirecte de la bureaucratie. A cette limitation la bureaucratie ne peut répondre que par des mesures bureaucratiques, au sens le plus profond de ce terme : par des mesures policières, par l'instauration ou l'augmentation du travail forcé, par l'augmentation du taux du surproduit, par l'installation dans les kolkhoz d'une couche bureaucratique dont la fonction est de « diriger » et d'essayer d'extraire le maximum d'efforts des producteurs. Mais toutes ces mesures tendent à avoir des résultats contraires à ce qui était voulu : l'augmentation de l'exploitation par l'augmentation du taux du surproduit, et par l'entretien d'une nouvelle couche improductive de bureaucraties, l'alourdissement de l'oppression policière ne font que renforcer les producteurs dans leur conviction que cette production leur est étrangère, et par conséquent diminuer l'empressement productif de ceux-ci. D'autre part, la consommation improductive de la bureaucratie kolkhozienne et le gaspillage organique qu'elle suscite dans la sphère même de la production sont une cause supplémentaire mais non point négligeable de limitation du surproduit à la disposition de la

bureaucratie centrale. A cette nouvelle limitation, la bureaucratie répond par plus d'oppression, plus d'exploitation, et ainsi de suite. Il se développe ainsi une spirale de l'absurde, profondément caractéristique d'un régime d'exploitation intégrale et qui ne peut trouver son aboutissement qu'à la stagnation de l'économie (22). Il serait faux de supposer que la bureaucratie n'a pas conscience de ce processus. Les mesures qu'elle prend constamment contre elle-même (23) n'ont nullement pour but la seule démagogie, quoique celle-ci y est pour beaucoup. Mais la bureaucratie centrale non seulement se rend compte de l'inefficacité profonde de ses mesures destinées à développer la production, mais tend toujours à limiter au minimum la latitude et les gains laissés aux couches bureaucratiques inférieures et périphériques — et telles sont par excellence les couches bureaucratiques kolkhoziennes. Ici aussi comme dans tous les régimes d'exploitation, la même opposition se présente entre l'Etat, expression générale et abstraite des intérêts de la classe dominante, et les intérêts immédiats et quotidiens des membres particuliers de cette classe. Mais cette lutte de la bureaucratie contre ses propres traits les plus profonds ne peut avoir aucun résultat essentiel. L'exploitation effrénée que la bureaucratie kolkhozienne exerce sur les paysans pour son propre compte est basée sur les pouvoirs discrétionnaires qui lui ont été donnés sur ces derniers pour les obliger à produire. Exploitation « au-delà de la mesure permise » et pouvoirs discrétionnaires vont de pair. Comment limiter la première sans abolir les seconds ? Et comment abolir ceux-ci si la coercition est le seul facteur pouvant obliger les paysans à travailler dans le kolkhoz ? La contradiction est sans issue, la seule apparence de solution qui puisse exister est le supercontrôle bureaucratique de la bureaucratie sur la bureaucratie. Voici la racine économique principale de la toute puissance du Guépéou.

Comment peut-on caractériser le rôle historique de la bureaucratie dans le domaine de l'agriculture ? Cette question revêt une importance d'autant plus considérable, que la bureaucratie a jusqu'ici pris le pouvoir dans des pays où, à l'unique exception de la Tchécoslovaquie, l'agriculture formait à la fois l'occupation de la majorité de la population et la source essen-

(22) Si ce régime était réalisé à l'échelle mondiale.

(23) Les textes cités plus haut de la presse russe officielle et les lois analysées dans l'article de Perceval, en offrent de nombreux exemples frappants.

tielle du revenu national (Russie, pays satellites européens, Chine).

On peut dire que ce rôle apparaît comme étant la *réalisation de la concentration dans le domaine agricole* jusqu'aux limites compatibles avec le régime d'exploitation intégrale des producteurs, et — ce qui va de pair avec ce premier élément — un bond énorme imposé au développement des forces productives dans ce secteur. En ce sens très général on peut dire que la bureaucratie ne fait que continuer l'accomplissement de la tâche de la bourgeoisie capitaliste, qui a été de développer et de concentrer les forces productives et ceci précisément dans les pays où cette bourgeoisie s'était montrée carente. Mais cette tâche elle l'accomplit dans une période déterminée, qui est la décadence du capitalisme à l'échelle mondiale, dans une période pendant laquelle le développement des forces productives tend à se ralentir de plus en plus, cependant que la concentration triomphante s'exprime très souvent sous des formes indirectes et détournées. Cette influence de la décadence générale du capitalisme se manifeste avec une force particulière dans l'agriculture (24); et ce n'est point par hasard si c'est dans le domaine de l'agriculture que le bouleversement apporté par la bureaucratie a été et sera encore le plus considérable. Jamais la bourgeoisie n'a réalisé à un rythme aussi rapide l'expropriation totale de la grande majorité des producteurs directs, l'introduction massive des procédés industriels de culture de la terre, la concentration des exploitations agricoles et la centralisation universelle de leur contrôle et de leur gestion, l'exode en masse des paysans vers l'industrie urbaine; et jamais aussi le développement des forces productives n'a été payé d'autant de sueur, de larmes et de sang, jamais le poids de l'exploitation et de l'oppression ne s'est abattu aussi terrible sur les travailleurs.

Ce bouleversement, la bureaucratie l'accomplit à travers la forme kolkhozienne qu'elle impose à la production agraire. Il nous faut donc voir quel est le lien nécessaire entre la bureaucratie et le système kolkhozien. Ceci nous permettra de concrétiser l'idée énoncée plus haut, selon laquelle le rôle de la bureaucratie dans le domaine agricole est la réalisation de la concentration jusqu'aux limites compatibles avec l'exploitation intégrale des travailleurs.

Dans le domaine industriel, il est impossible d'assigner au

(24) C'est dans le domaine agricole que pendant le dernier siècle le progrès de la production mondiale a été le moins rapide.

développement de la concentration une limite autre que la concentration totale du capital social entre les mains d'un seul groupe dominateur. Ceci implique que la gestion de l'ensemble de la production industrielle à ce stade s'identifie du point de vue économique à la gestion d'une entreprise unique dont les différents secteurs de la production sont comme les ateliers épars dans l'espace. Ce processus vers la concentration totale implique un énorme développement de la rationalisation par rapport aux buts de la classe dominante. L'obstacle essentiel auquel se heurte cette rationalisation est l'obstacle intérieur, venant du fait que la production s'appuie sur l'exploitation et qu'une organisation rationnelle de la production est impossible par et pour une classe exploiteuse qui s'aliène les producteurs, qui est en définitive elle-même aliénée et étrangère à la production.

Ce raisonnement quant à la possibilité d'une concentration totale de la production dans un système d'exploitation s'applique-t-il également dans le domaine agricole? Nous ne le pensons pas. Comme nous l'avons déjà souligné, une caractéristique fondamentale du système kolkhozien est l'essai de maintenir à un certain degré l'intérêt des producteurs pour la production « collective » en liant leur rémunération au résultat de la production, c'est-à-dire à la récolte. Nous avons rappelé qu'un phénomène analogue s'observe dans l'industrie (salaire au rendement); mais sa portée dans ce dernier cas est incomparablement plus limitée. La possibilité de contrôle aussi bien de la qualité que la quantité du travail offert, sont infiniment plus grandes; par là, c'est la fixation de normes et la surveillance de leur réalisation qui jouent dans l'industrie le rôle fondamental. En revanche, dans l'agriculture ce genre de contrôle est quasi impossible. Le fait que les opérations productives ont lieu dans un espace étendu, qu'on a un petit nombre de producteurs dispersés sur une grande étendue, au lieu d'en avoir un grand nombre entre les quatre murs d'un atelier; que ni la quantité, ni la qualité de l'effort et de son résultat n'apparaissent immédiatement, comme dans l'industrie, mais à plusieurs mois de distance; qu'enfin la production n'a pas lieu dans des conditions artificielles, stabilisées et constamment identiques, mais dans des conditions indépendantes de la volonté humaine, mobiles et changeantes, face auxquelles un effort perpétuel d'adaptation est nécessaire de la part du producteur; tous ces facteurs font qu'il est pratiquement impossible d'exercer un contrôle total sur le travail agricole, à moins

de doubler chaque travailleur d'un surveillant. Par conséquent, dans un régime qui pousse l'exploitation à sa limite, et qui ne peut compter sur aucune sorte de coopération volontaire de la part des travailleurs, il est presque impossible de transformer intégralement les paysans en purs et simples salariés; il est indispensable de créer entre ceux-ci et le résultat de la production un lien particulier, qui les empêche de se désintéresser complètement du résultat, tout en réservant à l'Etat la partie principale, d'ailleurs extensible à volonté, de cette production.

De ce point de vue, la forme kolkhozienne, non pas dans ses accessoires mais dans ce qu'elle a d'essentiel (25), tend à représenter la forme naturelle et organique d'exploitation de la paysannerie dans le cadre du capitalisme bureaucratique, en même temps qu'une forme limite de la concentration et de la rationalisation de la production agricole compatible avec l'exploitation illimitée du travail.

Pierre CHAULIEU

(25) Il est par exemple évident que l'existence de parcelles individuelles cultivées par les kolkhoziens pour leur propre compte est un phénomène accessoire et nullement essentiel pour le système kolkhozien. L'apparition de ce phénomène est liée d'une part à un rapport de forces déterminé entre la bureaucratie et la paysannerie (la résistance passive de cette dernière s'étant démontrée à cette étape suffisamment puissante pour arracher à la bureaucratie cette concession), d'autre part à un niveau donné des besoins d'accumulation de la bureaucratie. L'installation du travail forcé dans les kolkhoz a signifié une première modification dans l'état de ces deux facteurs. Si d'autres facteurs n'interrompent pas l'évolution — comme il est certain que ce sera le cas — la bureaucratie sera obligée de revenir sur cette mesure pour annexer intégralement à l'économie kolkhozienne les parcelles de terre et le temps de travail des paysans.

## DOCUMENTS.

# L'OUVRIER AMERICAIN

(suite)

par Paul ROMANO

(traduit de l'américain)

## CHAPITRE VI

### LES DIVERSES CATEGORIES D'OUVRIERS

Les dernières années ont été fertiles en événements. Beaucoup d'ouvriers qui font le sujet de cette brochure ne sont rentrés dans cette usine qu'à la veille de l'entrée en guerre de l'Amérique. Certains travaillaient à leur compte avant ça. Ils rappellent souvent qu'à cette époque ils étaient leurs propres patrons. D'autres, qui entrèrent au début de cette époque à l'usine, furent quelques années plus tard appelés sous les drapeaux. Il y a de larges contingents d'ouvriers italiens, allemands et polonais. Bien que la plupart soient nés aux U.S.A., c'est avec le plus grand intérêt qu'ils suivaient les événements dont leurs patries d'origine étaient le théâtre.

Il y a aujourd'hui à l'usine des ouvriers venant de tous les horizons sociaux et professionnels. Ainsi on dénombre des anciens instituteurs, des ex mineurs, des ouvriers qui avaient de petites affaires, telles qu'un garage, une épicerie, un commerce de bonbons, une petite entreprise de camionnage, une ferme d'élevage de bêtes à fourrure, une ferme, enfin des ouvriers ayant tenu des emplois les